

Après Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher : penser le neuf, repenser l'ancien

mercredi 11 février 2015, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 11 février 2015).

Sommaire

- [La singularité de l'événement](#)
- [Le fondamentalisme religieux](#)
- [Est-ce Charlie le problème ?](#)
- [Charlie raciste ?](#)
- [Trois questions en guise \(...\)](#)
- [Liberté de création, d'express](#)
- [Laïcité, républicanisme, \(...\)](#)
- [Solidarités et identités](#)

Commençons par un constat inquiétant.

Les chefs d'Etats ont compris l'importance des événements de janvier. Représentants de « démocraties » comme de dictatures, ils sont venus à Paris, bras dessus, bras dessous afficher leur solidarité « au sommet ». Geste spectaculaire !

En revanche, une partie notable de la gauche radicale n'y a vu que routine. Certes, des organisations ont publié des déclarations de solidarité (qu'elles en soient remerciées !) ou des articles tentant de prendre la mesure de l'événement. Mais beaucoup d'autres se sont contentées de polémiques particulières, aussi justifiées qu'elles puissent être (contre l'union nationale, par exemple) ; ou ont eu pour premier souci de se démarquer des victimes (« Je ne suis pas Charlie » - commettant un terrible contresens sur la signification du « Je suis Charlie ») ; ou, bien pire encore jugeant que l'urgence était d'assassiner moralement celles et ceux qui venaient d'être assassinés physiquement.

J'ai cosigné avec François Sabado un article écrit « à chaud » dans lequel nous tentions précisément de comprendre la singularité de l'événement et ses implications quant à nos tâches [\[1\]](#). Il y a certes beaucoup plus à dire, mais je voudrais que celui-ci (ci-dessous, qui traite pour une bonne part de l'état des gauches radicales) soit lu en rapport avec celui-là pour ne pas avoir à me répéter inutilement.

La singularité de l'événement

Je vais notamment me référer à une interview de Gilbert Achcar dont je partage plus d'un élément d'analyse, mais qui en même temps comporte d'étonnants points aveugles. Le premier concerne la singularité de l'événement. Gilbert cherche en effet à le banaliser au maximum : « *La réaction [aux attentas] a été celle que quiconque aurait pu prévoir. [...] Ce furent donc des réactions assez similaires de la part de sociétés [aux Etats-Unis après le 11 septembre et France] horrifiées et*

terrifiées – et, certes, les crimes qui les ont provoquées étaient bel et bien horribles. Dans les deux cas, la classe dirigeante a tiré parti de l'état de choc [...] Il n'y a rien de très original dans tout cela. Ce qui, par contre, est plutôt original, c'est la manière dont le débat a ensuite évolué. » [2]

Gilbert a raison de noter qu'il est très exagéré de mettre sur le même pied l'attaque contre *Charlie Hebdo* et la destruction des tours jumelles de World Trade Center à New York le 11 septembre 2001 – et pourtant des millions de personnes sont descendues spontanément dans la rue alors qu'elles ne l'avaient pas fait lors de précédents attentats non moins horribles, comme l'assassinat d'enfants devant une école juive de Toulouse.

En ce qui concerne le « contexte national », la réaction aux crimes de janvier n'est donc pas banale et mérite qu'on s'y arrête. Il y a évidemment quelque chose d'imprévisible, d'insaisissable dans un tel événement singulier – quelle goutte d'eau fait déborder le vase ? J'avancerai néanmoins des réponses hypothétiques. L'aspect commando militaire entraîné et non pas l'image d'un « loup solitaire », ce qui évoque une action planifiée, organisée par un ou des mouvements (impression confirmée par la suite). La nature du « message » sanglant : un avertissement à la presse (ce que les journalistes ont bien compris et ressenti). Puis, avec l'Hyper Cacher, la perception (là encore confirmée) de cibles multiples. Et à l'arrière-plan : la crise en Irak et Syrie, le développement de l'Etat islamique (même si le commanditaire de l'attaque contre *Charlie* était Al-Qaeda au Yémen) : le sentiment diffus que nous sommes entrés dans une nouvelle étape de dangerosité. Sur ce point, l'analogie avec le 11 septembre vaut probablement – mais en tenant compte de ce qui s'est passé ces quinze dernières années (espoirs et désespoirs des soulèvements dans le monde arabe en particulier).

Ce contexte est à prendre pleinement en compte et rend d'autant plus remarquable la deuxième singularité des événements de janvier, celle sur laquelle nous avons ouvert notre article, Sabado et moi : l'affirmation dans les manifestations de masse d'une solidarité non excluante, le rejet massif du racisme et des amalgames entre terrorisme et islam. Est-ce, dans les circonstances, banal ? Il ne me semble pas. De façon très significative, dans une enquête réalisée 10 jours après le massacre, l'institut de sondage Ipsos a noté une baisse importante des « tensions sur l'islam » :

« Il faut ici bien distinguer les niveaux et les évolutions. En termes de niveau, il y a toujours 47 % de Français qui estiment, en pensant à la façon dont la religion musulmane est pratiquée en France, que "cette religion n'est pas compatible avec les valeurs de la société française". C'est donc un niveau élevé. Mais en termes d'évolution, il est de dix points inférieur et non pas supérieur à ce que l'on mesurait il y a un an. C'est là où l'on voit bien qu'il n'y a pas eu accroissement de la défiance. » [3]

Disons que les événements de janvier ont suscité deux mouvements contradictoires dans la population : une augmentation nette, mais *minoritaire*, des actes racistes et islamophobes, une augmentation *majoritaire* du sentiment de confraternité.

Troisième singularité à souligner : la solidarité affirmée par de nombreuses organisations de migrants en France (d'Afrique du Nord en particulier) et en provenance de nombreux pays de la région arabe ou moyen orientale, malgré la réputation sulfureuse faite à *Charlie Hebdo*. Dans notre précédent article, nous avons surtout développé sur le sentiment d'aliénation ressentie dans la jeunesse précarisée, car cela est particulièrement important en ce qui concerne nos responsabilités. J'insiste aujourd'hui sur le premier élément (la solidarité) d'une réalité contrastée, car il est d'une part révélateur des enjeux ressentis par celles et ceux qui sont sous la coupe ou la menace fondamentaliste, mais d'autre part systématiquement occultés par ceux qui veulent faire le procès de *Charlie* ou plus généralement « des Français » (un sport de combat assez à la mode dans le monde anglo-saxon).

Qu'un gouvernement profite de tels événements pour prendre un nouveau train de mesures liberticides et parer son impérialisme des droits humains, c'est effectivement banal (et cela marche : les politiques sécuritaires sont plébiscitées). En revanche, une telle venue « en masse », à chaud, de chefs d'Etat ou de leurs représentants ne l'est pas. S'ils sont ainsi venus, c'est du fait du contexte international, de sa nouveauté, certainement pas pour défendre les libertés ou donner un coup de pouce à François Hollande. Voici la quatrième singularité des événements de janvier. Elle confirme que nous avons besoin d'une réflexion collective sur l'évolution de la situation mondiale et ses implications [4].

Il y a bien évidemment bien du commun entre ce qui c'est passé en France et dans d'autres pays sous le trauma d'une attaque dévastatrice. Pourquoi alors est-ce important de souligner la singularité ? Pour rendre justice à l'événement et appréhender sa complexité. Parce que cela nous aide à traiter du neuf et pas seulement à répéter ce que nous disons depuis des années. Parce que cela permet de mieux aborder la question de nos tâches en évitant les simplismes et jugements à l'emporte-pièce.

Je centre donc la réflexion sur ce qui me paraît neuf, compliqué, et sur lequel je n'ai souvent pas de réponses éprouvées.

Le fondamentalisme religieux ici et là bas

Dans une large mesure, la gauche radicale occidentale est mal armée pour lutter contre le fondamentalisme religieux, et ce pour de diverses raisons :

Certaines composantes de la gauche radicale occidentale, et non des moindres, ont longtemps présenté la montée en puissance du fondamentalisme dans le monde musulman de façon très positive, comme une expression (plus ou moins déformée) d'anti-impérialisme alors qu'il s'agit (comme dans les autres religions) de courants réactionnaires et contre-révolutionnaires.

Plus généralement, bon nombre de courants ont pris la détestable habitude de ne défendre que les victimes de *leur* « ennemi principal » (leur gouvernement, leur impérialisme), sans se soucier des victimes des « ennemis de leurs ennemis » – en l'occurrence des islamismes fondamentalistes – au nom de « priorités » exclusives ou, pire, en jugeant que les défendre équivalait à un acte de complicité avec l'impérialisme. Notons que le même raisonnement peut s'appliquer par rapport aux victimes d'une dictature soi-disant « anti-impérialiste », comme le régime Assad.

Par ailleurs des conclusions erronées ont souvent été tirées d'un constat juste : la situation des populations identifiées musulmanes n'est pas la même « chez nous » et dans les pays majoritairement musulmans. Il nous faut certes « chez nous » combattre le racisme, l'islamophobie d'Etat, la racialisation des discriminations sociales, etc. Il n'y a cependant pas pour autant une muraille de Chine entre « là bas » et « ici ». Même « minoritaires », les acteurs non étatiques peuvent eux aussi exercer une oppression que ce soit à l'encontre d'autres minorités ou au sein de « leur » propre « communauté » – à l'encontre des femmes par exemple.

Enfin, dans la grande majorité des cas, la gauche occidentale n'est pas enracinée dans les milieux précarisés, même si beaucoup d'activités de solidarité sont assumées (y compris en France, n'en déplaise à certains) envers les sans-papiers, les sans-logis, etc. Comme le relève Gilbert Achcar, c'est un constat très préoccupant, sans être spécifiquement français : *« ce que l'on appelle d'habitude la « gauche radicale » [...] a un piètre bilan en ce qui concerne les rapports avec les milieux d'origine immigrée. C'est une carence majeure – bien que l'on puisse, bien sûr, trouver des situations semblables dans la plupart des pays impérialistes. »* Voilà qui limite considérablement les

moyens d'action (et même de connaissance), alors que les milieux précarisés occupent une place de plus en plus nodale dans bon nombre de nos pays.

Je n'identifie pas « milieux précarisés » et population « d'origine immigrée » (pendant combien de générations est-on « d'origine... » ?) ? Tous deux sont composites. Mais si nous avions cet enracinement social, la question des rapports avec la partie précarisée des migrants et enfants de migrants serait au moins en partie résolue.

Le rôle de l'islam politique au pouvoir (Egypte), puis des islamismes « radicaux » contre les révolutions populaires dans le monde arabe ont dans une large part clarifié le débat sur la nature progressiste ou non de ces courants politico-religieux. Quant à la muraille de Chine entre là-bas et ici, elle se révèle aujourd'hui bien poreuse. C'était prévisible (et parfois prévu). Le constat est aujourd'hui sans appel : les salafisme, wahhabismes et autres fondamentalismes (y compris évangélistes dans des populations chrétiennes) ont dorénavant des racines en Europe. Il ne faut pas prendre la question à la légère. Ces mouvements sont ennemis des progressistes, mais aussi des musulmans « non conformes » (à savoir la grande majorité). Il faut les combattre avec et pour les musulmans, autant que pour défendre un projet de société solidaire. Il nous faut combattre sur plusieurs fronts à la fois : contre les politiques inégalitaires et discriminatoires, contre l'islamophobie et les racismes, contre les extrêmes droites et fondamentalismes religieux qui sont devenus ou redevenus en France des acteurs politiques dangereux (y compris dans leurs versions chrétiennes).

Nous n'y sommes pas prêts. Nous connaissons une partie des causes, mais une partie seulement. Pour avancer, il ne faut pas s'en tenir aux évidences (même si elles restent vraies), mais s'attacher à ce dont on parle usuellement peu, voire à ce qui est carrément inattendu, surprenant. J'en donne deux exemples.

Nous n'avons cessé de répéter que les guerres impérialistes (2003 en Irak...) ont créé le terreau fertile sur lequel l'Etat islamique a pu prendre son envol. C'est vrai et il faut le rappeler pour ne pas laisser croire qu'aujourd'hui, la guerre impérialiste serait la solution – mais il y a aussi aux origines la politique de classes dominantes dans le monde musulman. Le dernier dossier de *TEAN* aborde cette question, mais encore bien timidement [5].

Enfin, les mouvements fondamentalistes ne font pas que réagir à ce que font les puissances impérialistes. Ils sont devenus des acteurs à part entière, avec leurs propres projets, leurs propres histoires, leurs propres enracinements. Ce n'est pas parce qu'ils commettent des actes barbares que la question du fascisme religieux se pose à nous. Si, par exemple, Farooq Tariq qualifie certains de ces mouvements de nouveau fascisme religieux, c'est à partir d'une analyse de l'évolution de leurs racines sociales au Pakistan [6]. L'analyse est contestable ? Elle devrait au moins être prise au sérieux venant d'un pays déchiré par les conflits sectaires...

Le paysage des fondamentalismes est en pleine évolution et les analyses passées, aussi pertinentes soit-elles, doivent être mise à jour. L'Etat islamique, par exemple, est un développement récent – en pleine mutation ? Aucun des pays concernés ne ressemble certes à l'Europe de l'entre-deux-guerres. Néanmoins, ces mouvements remplissent des fonctions analogues (contre les révolutions arabes, par exemple) à celles des fascismes européens (contre le mouvement ouvrier). Certains, au Pakistan en tout cas, ont acquis une véritable base de masse au sein de classes moyennes éduquées très réactionnaires [7] et, à travers les écoles coraniques, au sein de couches « plébéiennes ». Pourquoi ne pourrait-on pas parler, en l'occurrence, de mouvements politico-religieux fondamentalistes de type fasciste ? Je ne veux pas proposer de formules passe-partout ; mais je ressens le besoin d'une mise à jour de l'analyse des (au pluriel) fondamentalismes.

Deuxième exemple. Nous soulignons (correctement) que ce n'est pas la religion qui est à l'origine de la radicalisation de jeunes Français partant en Syrie, mais la désespérance sociale, l'expérience de la discrimination quotidienne, de l'injustice – des fameux « deux poids deux mesures ». La religion ne serait alors qu'un « vecteur » et non un « facteur » pour reprendre l'expression de Julien Salingue [8]. Mais une fois que le « vecteur » a conduit à un engagement sectaire dans un courant fondamentaliste, ce dernier devient un « facteur », porteur d'une vision de société (incluant le pouvoir sur les femmes et la déshumanisation des « autres ») et enveloppant la barbarie des actes – quels qu'en soient les ressorts personnels – d'une justification religieuse. Pour s'attaquer à la racine des choses, il faut cibler la question sociale – mais cela n'évacue ni la question politique (les nouvelles extrêmes droites) ni l'usage fait de la religion.

Et puis, il y a les données qui ne rentrent pas dans notre cadre d'explication traditionnel, quelle que soit par ailleurs sa validité. La part notable de convertis parmi les Français rejoignant les mouvements fondamentalistes. L'engagement d'ados issus de familles et de milieux stables, venus y compris de bourgs tranquilles. La présence de jeunes très qualifiés pouvant trouver facilement un emploi et mettant leur savoir-faire (hackers !) au service de l'Etat islamique – sans parler de celles et ceux qui se laissent tromper par des appels à l'action humanitaire en Syrie. Pourquoi les méthodes classiques des sectes de tous ordres (couper l'individu cible de son milieu...) fonctionnent-elles en l'occurrence si efficacement ? Je pense que nous aurions intérêt à étudier plus avant ces questions pour élargir et enrichir nos analyses.

L'essentiel de nos écrits, en France, visent à contrer les prétentions hypocrites de nos gouvernants, les mensonges de l'idéologie dominante. Toutes choses nécessaires. Cependant, ce faisant, nous risquons de répéter ce que nous savions déjà – et d'en rester là. Nous avons condamné sans ambiguïté les assassinats, mais souvent sans en tirer de conclusions explicites en terme de tâches. Or, il nous faut lier plus étroitement que par le passé la solidarité avec les courants progressistes qui font face, de la Syrie au Pakistan, aux fondamentalistes (ainsi qu'aux régimes dictatoriaux) et la résistance en Europe à la montée en puissance de ces nouvelles extrêmes droites politico-religieuses. Il faut le faire sur notre programme, par nos méthodes, *avec* et *en défense* des musulmans. Sinon, nous n'offrons aucune alternative convaincante aux politiques sécuritaires et nous laissons en ce domaine le champ libre à nos adversaires : l'Etat et l'extrême droite « occidentale ».

Est-ce Charlie le problème ?

Dans certains milieux militants en France et, surtout, dans la blogosphère internationale (en particulier de langue anglaise), le « problème » semble être... *Charlie Hebdo* – au point que certains en oublient de condamner les assassins, ou soutiennent les victimes comme la corde soutien le pendu : « *un assassinat n'est certes jamais justifiable* » – une phrase que j'ai appris à détester, inévitablement suivie d'un mortel « *mais...* ».

J'ai eu quelques échanges de courriel avec un Indien qui cherchait ce qui, dans les récents numéros de *Charlie* avait « provoqué » l'attaque et s'étonnait de ne pas le trouver. Et pour cause : il n'y avait pas d'affaire *Charlie* en cours. Le journal était retombé dans la pénombre et vivotait difficilement.

Si *Charlie* n'avait pas existé, les attaques de janvier auraient quand même eu lieu, car elles répondent au rôle joué par l'Etat français au Moyen-Orient et en Afrique (c'est bien pour cela que la France a été choisie plutôt que le Danemark d'où sont venues les fameuses caricatures de Mahomet). Les cibles politiques étaient la presse, la police, les juifs. Les cibles physiques et symboliques ne manquent pas. Diabolisé comme il l'a été, *Charlie Hebdo* était utile, mais en rien

indispensable. Il n'était donc en rien indispensable de « juger » à son tour *Charlie* pour analyser la nature et la portée des attentats, la nature des organisations qui les ont commandités, les modifications du contexte international. Or, autant la littérature sur *Charlie* a foisonné, autant ces questions n'ont été que marginalement abordées.

Les organisations commanditaires ou inspiratrices des attaques de janvier passent une grande partie de leur temps à massacrer des musulmans. Elles manipulent les sentiments religieux comme d'autres manipulent les sentiments nationaux ou, plus généralement, identitaires. Nous ne parlons pas d'une bagarre qui aurait éclaté dans un bar entre un dessinateur de *Charlie* et un jeune beur blessé par ses caricatures ! Nous parlons d'actes politiquement rationnels au regard des objectifs poursuivis par Al-Qaeda au Yémen ou l'Etat islamique (sur la rationalité des individus ayant perpétré les attaques, je m'avancerai plus prudemment que Julien ne l'a fait). Mais cette rationalité politique n'interpelle et n'interroge pas bon nombre de commentateurs.

« Suis-je Charlie » est devenu la question première agitant la blogosphère. On peut certes écrire une réflexion intéressante en partant de cette interrogation – mais à condition de comprendre qu'elle peut nourrir un très dangereux contresens si elle est opposée au « Je suis Charlie » – si elle conduit au « Je ne suis pas Charlie », ou si peu.

« Je suis Charlie » n'a jamais été une identification avec la ligne éditoriale réelle ou supposée de *Charlie Hebdo*, simplement la proclamation d'une solidarité humaine avec les victimes. Une solidarité simple, sans « mais », comme il se doit en de telles circonstances – pas une proclamation politique. Lui opposer le « Je ne suis pas Charlie », c'est commencer à mesurer le degré de solidarité à l'aune du degré d'accord politique. Je sais que telle n'était pas l'intention de certains qui ont utilisé cette formule à la mode. Mais la volonté de minimiser la solidarité envers les victimes, de les dévaloriser, voire d'en faire le procès, est manifeste chez beaucoup d'autres ; et c'est très grave.

Il y a bien des débats légitimes à poursuivre sur la liberté de création, la liberté de presse ou d'expression et la responsabilité des créateurs, des journalistes, des Madame et Monsieur tout le monde. Les raisons pour lesquelles des jeunes beurs refusent de s'identifier à *Charlie* sont évidentes et légitimes. Mais nous parlons ici d'organisations et de personnes politiques, à gauche, qui ont jugé, après les attentats, que le plus urgent était de proclamer « Je ne suis pas Charlie » – voir d'opposer au « Je suis Charlie » un « *Nous sommes tous des musulmans* » [9]. Les vraies victimes ne seraient en effet pas celles qui sont tombées sous les balles des assassins, mais celles dont les assassinés sont censés s'être moqués, car *Charlie Hebdo* était la « *représentation idéologique* » de l'oppression. Et Richard Fidler (qui condamne cela va de soi l'acte d'assassinat) de produire cette extraordinaire mise en garde : « *Nous ne devons pas nous permettre de commettre la même erreur que celle commise par les assassins de Charlie Hebdo – identifier la source de leur oppression avec sa représentation idéologique, pas avec sa base matérielle, sociale.* » Eux-mêmes oppresseurs de musulmans, les assassins ne se sont pas trompés de cibles : elles correspondent parfaitement aux objectifs des mouvements fondamentalistes.

Le SWP britannique a été particulièrement loin en ce domaine. Le communiqué du comité central publié après le massacre de *Charlie Hebdo* est entièrement écrit de façon à minimiser la responsabilité des assassins, même si l'attaque est qualifiée « *de moralement condamnable* [« *wrong* »] *et complètement inacceptable* » et les meurtres d'« *horribles* ». Outre l'impérialisme, *Charlie Hebdo* apparaît comme un coupable majeur du fait de ses « *attaques provocatrices et racistes contre l'islam* », ajoutant pour faire bonne mesure que si « *cela ne justifie pas les meurtres, cela constitue néanmoins un arrière-plan essentiel* ». La seule tâche de l'heure est alors de « *s'unir contre le racisme et l'islamophobie* » [10]. On comprend que le SWP britannique réagit ainsi, car il lui faut effacer ses traces et faire oublier ses propres responsabilités. Il a été l'une des principales organisations de la gauche radicale à présenter la montée du fondamentalisme islamique comme

l'expression d'un nouvel anti-impérialisme ; il a aussi rendu inaudible la parole des femmes qui, en Grande-Bretagne même, appelaient les milieux progressistes à les soutenir face à l'emprise fondamentaliste.

Charlie raciste ?

Charlie Hebdo est un journal, pas une organisation. Il inclut un panel de journaliste aux opinions assez variées. Il a une histoire parfois tourmentée, problématique, comme après le 11 septembre 2001 et sous la direction de Philippe Vall. Je dois avouer que je n'ai jamais été un lecteur de *Charlie* ou du *Canard enchaîné* – même si j'ai beaucoup apprécié les dessins des victimes du massacre : Cabu, Wolinsky, Charb, Tignous... largement publiés dans la presse militante, dont la mienne (*Rouge*). Pour l'histoire, je renvoie donc à d'autres auteurs [11].

La victime n'était pas parfaite ? Mais pourquoi devrait-elle être ? La mise en accusation des dessinateurs assassinés de *Charlie* m'évoque souvent la charge déclenchée contre une femme violée : sa tenue n'était-elle pas bien légère ? son comportement provocateur ? n'a-t-elle pas un passé volage ? Du soupçon on passe à la dénonciation : *Charlie* était raciste. Dans une grande partie de la blogosphère anglophone, le verdict est asséné, la cause entendue, répétée en boucle, incontestable.

Le procès par falsification est simple. On choisi des dessins qui peuvent sembler racistes et on ignore ceux, bien plus nombreux, qui sont explicitement antiracistes. On qualifie d'islamophobe toute caricature de Mahomet, même quand elle a pour objet de différentier islam et fondamentalistes, comme la fameuse « une » de Cabu présentant le Prophète la tête dans les mains et se lamentant : « *c'est dur d'être aimé par des cons* ». Bien des Anglo-saxons manifestent par ailleurs leur impérialisme culturel usuel en refusant de prendre en compte les traditions françaises en matière de caricatures et d'anticléricalisme (quitte à les critiquer après).

De toute façon, l'objectif pour beaucoup n'est pas de comprendre la complexité, mais de mener une instruction entièrement à charge. C'est tout à fait effrayant de voir cette mécanique opérer et jusqu'où elle peut conduire. Car enfin, comme le dit Gilbert Achcar, « *Certaines personnes impliquées dans Charlie Hebdo se situaient tout à fait à gauche. Stéphane Charbonnier, connu sous le nom de Charb, le directeur de la publication qui était la cible principale des assassins, était à tous les égards quelqu'un qui se situait à gauche. Il avait des liens étroits avec le Parti communiste et les milieux de gauche. Ses funérailles se sont déroulées au son de l'Internationale [12] et l'éloge funèbre que lui a rendu Luz, un survivant de l'équipe de Charlie Hebdo, comprenait une critique acerbe de la droite et de l'extrême droite française, et du pape comme de Benjamin Netanyahu. En ce sens, la comparaison que certains ont pu faire de Charlie Hebdo avec un magazine nazi publiant des dessins antisémites dans l'Allemagne nazie est complètement absurde. Charlie Hebdo n'est certainement pas une publication d'extrême droite, et la France d'aujourd'hui n'est certainement pas un Etat de type nazi.* »

Ou comme l'a écrit Michael Löwy le lendemain du massacre : « *Infamie. C'est le seul mot qui peut résumer ce que nous sentons face à l'assassinat des copains de Charlie Hebdo. Un crime d'autant plus odieux que ces camarades artistes étaient des gens de gauche, anti-racistes, anti-fascistes, anti-colonialistes, sympathisants du communisme ou de l'anarchisme [13]. Il y a peu ils avaient participé à un album en hommage à la mémoire des centaines d'Algériens assassinés par la police française à Paris le 17 octobre 1961. Leur unique arme était la plume, l'humour, l'irrévérence, l'insolence. Aussi contre les religions, selon la vieille tradition anti-cléricale de la gauche française. Mais dans le dernier numéro de la revue, la couverture était une caricature contre l'islamophobie d'Houellebeck,*

et on trouvait à l'intérieur une page de caricatures contre la religion...catholique. Rappelons que Charb, le rédacteur en chef, était un dessinateur de sensibilité révolutionnaire, qui a illustré le livre de Daniel Bensaïd, Marx, mode d'emploi. Il était aussi présent dans la soirée en hommage à Bensaïd, où il croquait des dessins tendres et ironiques, qui étaient projetés au fur et à la mesure. » [14]

Certains ont cherché des poux dans le numéro de *Charlie* publié par les survivants une dizaine de jours après le massacre, ce que je trouve assez indécent quand on imagine dans quelles contions psychologiques la rédaction a dû travailler. Mais voici ce que dit Luz [15] de sa « une » présentant Mohamet un panneau « Je suis Charlie » entre les mains sous le titre « Tout est pardonné » – une couverture dont la genèse a été bien difficile : « *[Je me suis tourné vers] la raison pour laquelle une partie de l'équipe de Charlie a été tuée [le dessin de Mahomet, en "une" du "Charia Hebdo"] qui nous a valu un incendie [en 2011] Je me suis adressé à lui. Mon pauvre vieux, toi que j'ai dessiné en 2011, qui nous a valu beaucoup d'emmerdes... Quelque part, c'était presque un pardon mutuel qu'on se faisait. Moi, en tant qu'auteur, en disant "Je suis vraiment désolé de t'avoir foutu là-dedans", et lui, en tant que personnage, qui me pardonnait, qui me disait "C'est pas grave, toi, tu es vivant, tu vas pouvoir continuer à me dessiner".* » Les propos d'un raciste islamophobe ?

Comme l'a noté Tareq Oubrou, imam et recteur de la mosquée de Bordeaux : « *Une caricature c'est une caricature. Nous sommes dans un pays libre et c'est grâce à cette liberté que les musulmans peuvent s'exprimer et pratiquer. Il ne faut pas scier la branche sur laquelle tout le monde est assis. [...] L'intention de ces caricatures c'est l'apaisement, c'est même un acte de gentillesse. Il faut voir la caricature au-delà du problème de la représentation du prophète en tant que tel.* » [16]

Riss est aujourd'hui le nouveau directeur de *Charlie Hebdo*, remplaçant Charb. Il a été blessé durant l'attaque (une balle dans l'épaule). Interviewé au sortir de l'hôpital, il revient sur le massacre, sur l'histoire de *Charlie* (qui « *a été fait le symbole du combat pour la laïcité à notre grande surprise* ») et conclut : « *Au bout d'un moment, on va quand même finir par comprendre que tous les musulmans ne sont pas destinés à être terroristes. On peut être musulman dans une démocratie, ce n'est pas un problème. Seuls des esprits malhonnêtes font l'amalgame. Et on voit très bien d'où cela vient. Les terroristes n'ont rien à voir avec l'immense majorité des Français de confession musulmane.* » [17] Les propos d'un raciste islamophobe ?

Tout cela est dit après une épreuve terrible. Mais nos falsificateurs n'en ont cure. Ils se gardent bien d'informer leur auditoire des engagements militants des victimes, des propos que les survivants peuvent tenir contre l'amalgame entre musulman et terroriste. Ils n'ont pas grand-chose à dire des victimes juives. L'empathie, l'humanité ne sont pas leur fort. De quel projet de société sont-ils porteurs ?

Trois questions en guise de conclusion

Si j'ai pris le temps de défendre les victimes du 7 janvier, c'est que nous le leur devons face à des accusations infamantes [18], nous qui les avons connus ou qui avons reproduit tant de leurs croquis.

Peu après le massacre, Luz, survivant, a donné une interview pleine de doutes qui me semble importante pour qui veut comprendre. « *On fait porter sur nos épaules une charge symbolique qui n'existe pas dans nos dessins [...] Depuis la publication des caricatures de Mahomet, la nature irresponsable de la caricature a progressivement disparu [...] nos dessins sont lus au premier degré. [...] Depuis 2007, Charlie est regardé sous l'angle de la responsabilité. Chaque dessin a la possibilité d'être lu sous l'angle d'enjeux géopolitiques ou de politique intérieure. On met sur nos épaules la responsabilité de ces enjeux. Or on est un journal, on l'achète, on l'ouvre et on le referme. Si des gens postent nos dessins sur Internet, si des médias mettent en avant certains dessins, ce sont leur*

responsabilité. Pas la nôtre. [...] A la différence des Anglo-saxons ou de Plantu, Charlie se bat contre le symbolisme. Les colombes de la paix et autres métaphores du monde en guerre, ce n'est pas notre truc. On travaille sur des points de détails [...] liés à l'humour français. [Des dessins] parfois cucul la praline, parfois craspouille, [...] Charlie est la somme de personnes très différentes les unes des autres [...]. La nature du dessin changeait en fonction de la patte de son dessinateur, de son style, de son passé politique pour les uns, ou artistique pour les autres. Mais cette humilité et cette diversité de regards n'existent plus. Chaque dessin est vu comme si il était fait par chacun d'entre nous. [L'unanimité] est utile à Hollande pour ressouder la nation. Il est utile à Marine Le Pen pour demander la peine de mort. Le symbolisme au sens large, tout le monde peut en faire n'importe quoi. Même Poutine pourrait être d'accord avec une colombe de la paix. Or, précisément, les dessins de Charlie, tu ne pouvais pas en faire n'importe quoi. Quand on se moque avec précision des obscurantismes, quand on ridiculise des attitudes politiques, on n'est pas dans le symbole. Charb, que je considère comme le Reiser de la fin du XX^e siècle et du début du XXI^e, parlait de la société. Il dessinait ce qu'il y avait sous le vernis, des gens avec un gros nez, un peu moches. Là, on est sous une énorme chape de vernis et ça va être difficile pour moi. » [19]

Liberté de création, d'expression et responsabilité

« Toute licence en art » disait-on. Il serait peut-être bon de revisiter le surréalisme à la lumière des débats présents sur le rapport du créateur (sans jeu de mots) à la responsabilité. Luz inscrit *Charlie* dans une tradition de responsabilité limitée du dessinateur : elle s'arrête à la publication du journal et ne peut prendre en compte l'usage éventuel que d'autres feront de ses caricatures sous peine d'étouffer la création, de sombrer dans le symbolisme. Morale de conviction ou morale de responsabilité disent certains plus savants que moi [20].

D'un point de vue militant (qui n'est pas celui du créateur), on ne peut ignorer les conséquences prévisibles de ses provocations. S'attaquer aux culs bénis de toutes religions est une fort bonne chose. Peut-on pour autant, en France, le faire de la même façon à l'encontre des gardiens catholiques de la morale et de leurs coreligionnaires musulmans ? Je ne le pense pas, car c'est faire abstraction des rapports dominants d'oppression qui modifient la lecture des écrits ou des caricatures. C'est une question qu'à ma connaissance la rédaction de *Charlie* n'a pas voulu prendre en compte et cela explique (pour une part seulement) l'ampleur des débats dans la gauche française sur la politique éditoriale de *Charlie*. La provocation est un art difficile quand montent les conflits identitaires.

Je ne suis pas pour autant d'accord avec les tenants de l'autocensure. On doit blasphémer. Sinon, on donne en pratique raison aux gardiens de la vertu qui criminalisent le blasphème. Faut-il rappeler que la criminalisation du blasphème n'a pas pour fonction de protéger les croyants, mais de réprimer les opposants, de même que le crime de lèse-majesté ou d'atteinte aux symboles de la nation (l'un de mes premiers actes militants a été de ne pas me lever pour la Marseillaise) ? A l'heure où tant de personnes de par le monde sont emprisonnées ou tuées sous l'accusation de blasphème, il ne faut pas reculer sur ce terrain.

Une réflexion sur ces questions me paraît tout à fait légitime [21]. Je doute seulement qu'elle puisse se conclure sur des règles de conduite universelles.

Laïcité, républicanisme, postcolonialisme

Pour Gilbert Achcar, le problème posé est dans une large mesure une tradition de « laïcisme

arrogant de gauche » qui peut être nourri par un anticléricalisme enraciné dans l'histoire longue de la gauche française. Pour d'autres, ce sera l'idéologie républicaine. Pour d'autres encore, ce sera le postcolonialisme. Il y aurait de toute façon un « problème français » particulier. Un ami philippin m'a demandé de façon ingénue si l'échec en France de l'organisation des travailleurs immigrés n'était pas dû au fait qu'elle n'avait pas réglé son passé colonial, ce qui impliquait que l'échec était moins patent dans d'autres pays impérialistes.

Cette question m'a frappée, parce que nous venions de vivre les mobilisations massives de janvier, remarquables par leur rejet de la parole xénophobe – alors que peu avant avait éclaté le scandale à répétition des assassinats policiers de noirs aux Etats-Unis couverts par des jurys populaires. Oui, le passé colonial français n'est pas réglé, en particulier la guerre d'Algérie que la droite veut réhabiliter. Mais les grandes puissances du XIX^e et XX^e siècle sont anglo-saxonnes. Le pillage du monde par la Royaume uni s'est soldé par d'immenses famines. Les Etats-Unis se sont bâti sur un génocide (les Indiens d'Amérique) et pour une part le recours massif à l'esclavage. Où ce passé a-t-il été réglé ?

Oui l'organisation des travailleurs immigrés en France est largement un échec, dû pour une part à la politique du PCF lors de la guerre d'Algérie. Mais où est-elle un véritable succès ? De nombreuses luttes d'immigrés ont eu lieu en France ces dernières années, via notamment la constitution de collectifs de sans-papiers par nationalités ou régions d'origine. Elles ont reçu l'aide de syndicats (dont la CGT) et de citoyens. Le pouvoir a voulu piéger les clandestins en prenant en otage leurs enfants au sortir des écoles. Un réseau très actif de parents d'élève s'est constitué pour les protéger de la police et de la déportation. Tout cela est très insuffisant. Mais est-ce qualitativement plus brillant ailleurs ?

Je partirai plutôt du constat suivant : partout, les politiques d'intégration tournent à l'échec. Partout (?) en Europe les extrêmes droites sont menaçantes. Même dans les pays qui n'ont jamais conquis de colonies extraeuropéennes (ou si peu) – comme quoi l'explication postcoloniale trouve rapidement ses limites [22]. Le facteur explicatif général, c'est plutôt l'universalité des politiques néolibérales, destructives. Et le front de résistance général ne peut être ancré en réponse que dans le social.

Nous avons certes en France des problèmes particuliers issus d'une histoire particulière. Ma génération n'a pas appris à traiter des questions « identitaires » ou des religions parce que dans nos années de formation militante, elles ne se posaient pas en ces termes (l'immigration nord-africaine avait par exemple conscience d'être des travailleurs). Comme l'a dit avec humour Olivier Adam, nous vivions « *une époque bénie* », un « *monde sans Dieu* » [23]. C'est aussi la matrice originelle de *Charlie*. Oui, nous pouvons apprendre de pays qui ont connu une histoire différente. Mais l'inverse est aussi vrai. N'est-ce pas un problème que tant de pays européens possèdent encore des familles royales et des Eglises d'Etat – y compris pour les non chrétiens exclus de cette histoire fort « visible » ? La radicalité relative de la séparation de l'Eglise et de l'Etat en France n'est-elle pas un point d'appui pour défendre une citoyenneté égale ?

Beaucoup plus que l'union nationale, c'est probablement l'union républicaine qui a caractérisé les manifestations de janvier. Une certaine idée généreuse de la République, d'une citoyenneté commune. Une idée dans laquelle ne se reconnaissent cependant pas celles et ceux qui vivent la précarité, qui savent bien que l'égalité n'est pas la vérité de cette République. En fait, la conception de la république (comme aujourd'hui de la laïcité) est un champ de confrontation politique en France. « La » laïcité (même « à la française ») et « la » république n'existent pas. D'où le drapeau de la république *sociale* pour ne pas abandonner à l'adversaire un pan de l'histoire populaire et assurer le triomphe de celle des classes dominantes.

Solidarités et identités

J'ai été très frappé par la difficulté de nombreuses organisations (ou personnes) à analyser les événements de janvier avec recul. Beaucoup ne l'ont fait qu'à travers le prisme de leur champ d'intervention propre – ou de leur histoire personnelle propre. Je crains que cela ne reflète le degré de fragmentation de la pensée et de l'action militantes (et aussi, pour parler franchement, les traits individualistes et narcissiques de l'idéologie néolibérale dominante).

Cet état de fragmentation est un danger mortel. L'ordre dominant perd toute légitimité qu'elle soit démocratique (nourrissant des régimes de plus en plus autoritaires), sociale (détruisant les droits sociaux) ou historique. Sa principale force réside dans la division de celles et ceux d'en bas. Il cherche donc à détruire les anciennes solidarités et à interdire la formation de nouvelles. Pour ce faire, il joue de toutes les touches du clavier : jeunes contre vieux, hommes contre femmes, emplois stables contre emplois précaires, nationaux contre immigrés, chinois contre arabes, arabes d'immigration ancienne contre arabes d'immigration récente, racisme contre racisme...

De ce point de vue, l'attentat contre l'Hyper Cacher peut avoir des conséquences très importantes, dressant « communauté contre communauté » à la faveur de l'impact en France du conflit israélo-palestinien. De même, le gouvernement profite des événements de janvier pour accélérer son programme de mise au pas des écoles, d'imposition de l'ordre moral sur la jeunesse. La cible du moment est les jeunes qui ont refusé d'accepter sans discussion la minute de silence en mémoire des victimes de Charlie – pour la plupart en l'occurrence des musulmans. Mais la cible générale, ce sont les classes et classes d'âge « dangereuses », soit une triple discrimination « raciale », générationnelle et sociale.

L'unité des exploités et opprimés ne se fera pas en niant l'importance des discriminations particulières dont sont victimes les « minorités visibles », en ne leur permettant pas de faire valoir efficacement leurs propres droits. Elle ne se fera pas plus en valorisant les politiques identitaires qui privilégient la différence à l'encontre des résistances collectives. Sans combat commun, la bataille est perdue d'avance. Un tel combat exige une reconnaissance réciproque des droits partagés, mais aussi un socle enraciné dans le social. Le choix est clair, il est proprement stratégique – et il a des implications concrètes.

Il n'y a pas un, mais des racismes à l'œuvre en France. Les Roms sont sans conteste les plus opprimés ; les boucs émissaires par excellence. La population identifiée arabo-musulmane est la plus généralement discriminée, cible du discours dominant. Quelle que soit leur religion, les noirs restent des noirs, victimes d'un racisme plus classique. Les juifs sont les seuls qui ont été dans la période récente l'objet d'assassinats ciblés (Toulouse, Bruxelles, l'Hyper Cacher). Il y a des racismes construits par l'Etat, d'autres pas – mais tous sont des poisons, facteurs de division et de déshumanisation, destructeurs des solidarités. Tous doivent être combattus dans un même mouvement solidaire. Il vaudrait donc mieux éviter les déclarations antiracistes qui ne le feraient pas...

Il y a des victimes multiples. Défendons-les toutes, selon nos moyens, mais sans hiérarchie, quel que soit l'opprimeur. Il faut défendre les musulmans *avec* les musulmans, à leurs côtés, sans paternalisme ? Absolument : défendre ainsi les victimes de l'islamophobie – et aussi les femmes dites « de milieux musulmans » victimes du sexisme ordinaire ou fondamentaliste. On est tous bien d'accord ?

Un énorme travail de mise à jour reste à faire sur bien des questions. Mais il faut pour cela une ligne directrice : la convergence des résistances, la construction des solidarités, l'unité des exploité.e.s et des opprimé.e.s.

Notes

[1] François Sabado & Pierre Rousset, ESSF (article 34100), [Charlie Hebdo – Et maintenant ? L'événement, sa portée, ses enjeux](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34100) :
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34100>

[2] Gilbert Achcar, ESSF (article 34289), [Replacer la tuerie à Paris, du 7 janvier, dans son contexte national et international](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34289) :
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34289>

Toutes les citations de Gilbert Achkar sont tirées de cette interview.

[3] Voir sur ESSF (article 34237), [Charlie & Hyper Cacher – Après les attentats, « des clarifications qui ont fait baisser les tensions sur l'islam »](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34237) :
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34237>

Comme c'est le même institut qui a mené les diverses enquêtes d'opinion, on peut penser que les données sont effectivement comparables.

[4] Voir sur ESSF la rubrique (1452), [Le monde aujourd'hui](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1452) :
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1452>

[5] Voir sur ESSF (article 34242), [Du Moyen-Orient à l'Afrique : le djihadisme, enfant monstrueux des politiques impérialistes et libérales](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34242) :
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34242>

[6] Voir notamment sur ESSF (article 33933), [Peshawar \(Pakistan\) : une attaque contre des enfants musulmans menée par des musulmans fanatiques – Les groupes religieux fanatiques sont des fascismes en constitution](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33933) :
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33933>
ainsi que (article 34192), [After Peshawar \(Pakistan\) and Paris \(France\) attacks : Challenge and response](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34192) :
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34192>

[7] Entre autres phénomènes, les crise financières de 1997-1998 et après ont durement touché les classes moyennes dans de nombreux pays, créant un vent de panique sociale radicalisant à droite les classes moyennes urbaines et provoquant jusqu'à un rejet explicite de la démocratie, du droit de vote des pauvres (voir la Thaïlande).

[8] Voir sur ESSF (article 34154), [Tueries à Charlie Hebdo et porte de Vincennes : ne pas s'interdire de réfléchir, agir pour ne pas subir](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34154) :
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34154>

[9] Richard Fidler : <http://lifeonleft.blogspot.ca/2015/01/je-suis-charlie-not-i-heres-why.html>

[10] <http://socialistworker.co.uk/art/39705/Socialist+Workers+Party+statement+on+Paris+killings>

[11] Voir notamment sur ESSF Ariane Chemin et Marion Van Renterghem (article 34022), [« Charlie », de menaces en fatwas – Regard sur une histoire :](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34022)
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34022>
ou Philippe Corcuff (article 34027), [Charlie Hebdo – Mon ami Charb : les salauds, les cons, l'émotion ordinaire et la tendresse :](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34027)
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34027>

[12] Celle de Tignous au son de Bella Ciao...

[13] Ils étaient aussi personnellement engagés, comme Tignous, dans la défense de sans-papiers en lutte.

[14] Michael Löwy, ESSF (article 34124), [L'infamie – « C'est le seul mot qui peut résumer ce que nous sentons face à l'assassinat des copains de Charlie Hebdo. » :](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34124)
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34124>

[15] Si Luz est encore vivant, c'est qu'il était en retard au comité de rédaction. Il a vu les assassins s'enfuir en courant et à découvert ses amis morts ou mourant : « Il y avait besoin de ceintures pour faire des garrots. Je me suis rendu compte que je n'avais pas de ceinture. Alors je porte des ceintures maintenant. ». Voir sur ESSF (article 34230), [« La majorité des musulmans s'en foutent de Charlie Hebdo » :](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34230)
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34230>

[16] Tareq Oubrou , ESSF (article 34088), [En « une » de Charlie Hebdo – Tareq Oubrou : « L'intention de ces caricatures c'est l'apaisement » :](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34088)
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34088>

[17] Riss, ESSF (article 34140), [Riss, directeur de la rédaction à Charlie Hebdo : « Tout le monde n'est pas obligé d'aimer "Charlie" » :](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34140)
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34140>

[18] Voir aussi Camille Emmanuelle, ESSF (article 34221), [Charlie Hebdo : être aimé par des cons, c'est dur, être haï par des amis, c'est pire :](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34221)
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34221>

[19] Luz, ESSF (article 34054), [Luz, survivant de Charlie Hebdo : « On doit porter une responsabilité symbolique \(alors que\) Charlie se bat contre le symbolisme » :](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34054)
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34054>

[20] Voir notamment sur ESSF (article 34236), [Charlie Hebdo, liberté d'expression, démocratie, responsabilité :](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34236)
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34236>

[21] Voir aussi sur ce point (et le suivant) Samy Johsua, ESSF (article 34179), [Après Charlie : des principes et des actes – liberté d'expression, laïcité, déségrégation :](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34179)
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34179>

[22] Voir à ce sujet Samy Johsua, ESSF (article 34297), [Postcolonialisme – Lettre à un camarade : Une pensée simpliste n'aide pas dans une situation complexe :](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34297)
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34297>
et (article 34180), [Que faire ? Après Charlie, éléments de réflexion stratégique :](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34180)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34180>

[23] ESSF (article 34241), [Quand Dieu n'existait pas – « Une époque bénie »](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34241) :
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34241>